

SYNTHÈSE
PRINCIPAUX
CHANGEMENTS
APPORTÉS PAR LE
PROCESSUS AGIR
AU SAHEL ET EN
AFRIQUE DE L'OUEST

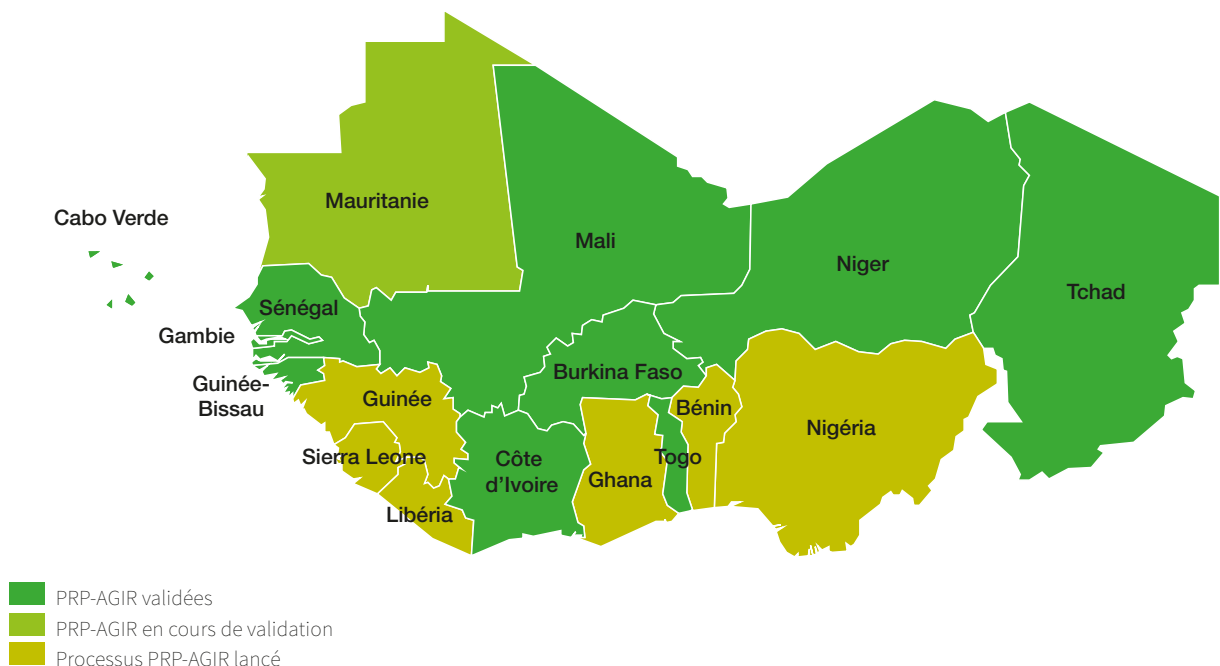
NOVEMBRE 2017

1. INTRODUCTION

Les parties prenantes déterminées à affronter les problèmes multiples et complexes, omniprésents sur le long terme au Sahel et en Afrique de l'Ouest, ont convenu d'une collaboration durable qui a donné naissance à l'Alliance globale pour la résilience (AGIR) - Sahel et Afrique de l'Ouest. AGIR est un cadre de résultats dont l'objectif est de fédérer les efforts des parties prenantes autour d'une compréhension commune de la résilience, à partir d'une définition partagée : « La capacité des ménages, familles, communautés et des systèmes vulnérables à faire face à l'incertitude et au risque de choc, à résister au choc, à répondre efficacement, à récupérer et à s'adapter de manière durable ».

En 2013, les 17 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et leurs partenaires ont adopté la Feuille de route régionale AGIR et se sont engagés à la mettre en œuvre. Conformément à la Feuille de route, les pays ont organisé des dialogues inclusifs pays et ont développé ou sont en voie de développer leurs propres Priorités résilience pays (PRP-AGIR). Selon le Graphique 1, 10 pays ont validé leur PRP-AGIR, un pays attend sa validation et les pays restants ont lancé le processus de dialogue inclusif. À travers le processus des PRP-AGIR, les pays favorisent le bien-être des populations les plus vulnérables en renforçant la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que les programmes de protection sociale et de résilience et en améliorant leurs systèmes de gouvernance. Ce processus vise à améliorer le travail de plaidoyer et à renforcer les engagements financiers envers la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience.

Graphique 1 : **Priorités résilience pays (PRP-AGIR)**



2. VALEUR AJOUTÉE ATTENDUE D'AGIR

AGIR n'est pas une nouvelle politique ou un nouveau processus de formulation des stratégies dans la région. C'est une alliance qui cherche à donner la priorité à la résilience dans les régimes de politiques existants des pays. AGIR crée un environnement favorable et propice qui place la résilience au cœur des politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de leurs stratégies. À travers la mise en œuvre de la Feuille de route AGIR, l'agenda de résilience est mis en avant dans les programmes et politiques existants, avec une attention particulière portée aux populations les plus vulnérables. En parallèle, le cadre de gouvernance de la sécurité alimentaire est renforcé afin de favoriser une meilleure coordination et de soutenir un travail de plaidoyer et de lobbying en faveur de politiques d'investissements à long terme dans la résilience.

Reconnaissant les actions individuelles et collectives, AGIR encourage également la responsabilité et le suivi des performances à travers la création d'une plateforme multi-acteurs de dialogue et d'échange. Cette plateforme, comme définie dans la mise en œuvre de la Feuille de route, rassemble les principaux acteurs travaillant dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la protection sociale et de la résilience. Le champ d'action de cette plateforme de coordination devrait être élargi à la coordination et au suivi des engagements politiques et financiers des gouvernements et de leurs partenaires techniques et financiers.

Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest ont toujours encouragé l'apprentissage mutuel et l'échange des bonnes pratiques dans de nombreuses initiatives, notamment les premières générations des Programmes nationaux d'investissement agricole (PNIA) et du Programme régional d'investissement agricole (PRIA), le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO), le Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS) et la Réserve régionale de sécurité alimentaire (RRSA). Cependant, le développement d'une véritable documentation permettant de mettre en valeur l'intérêt de ces apprentissages mutuels et de ces bonnes pratiques dans la mise en œuvre de ces initiatives n'a pas été encouragé. Consciente de ce manque, AGIR cherche à promouvoir la documentation des bonnes pratiques et à partager les enseignements retenus et les expériences menées dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de la protection sociale et de la résilience.

La mise en œuvre de la Feuille de route régionale AGIR est cohérente avec plusieurs initiatives mondiales de développement, en particulier les Objectifs de développement durable et le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Plusieurs domaines émergents soutenus par ces paradigmes de développement ont été encouragés, notamment les approches considérant les questions de genre dans la gouvernance et les décisions politiques mettant l'accent sur le rôle des femmes. La mise en œuvre de la Feuille de route régionale prend en compte les approches durables portant une attention particulière aux femmes et aux jeunes et concernant la sécurité alimentaire et la nutrition, la protection sociale, la résilience et l'agriculture intelligente face au climat.

3. CHANGEMENTS APPORTÉS PAR AGIR

Les changements induits, décrits dans ce document, sont basés sur une étude menée par le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) en 2016. Cette étude, coordonnée par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) et le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), s'est appuyée sur des entretiens avec les principaux acteurs (représentants de gouvernements, agriculteurs professionnels, organisations de la société civile, secteur privé, partenaires techniques et financiers, etc.) impliqués dans le processus de mise en œuvre d'AGIR aux niveaux national et régional. L'objectif principal était d'évaluer la valeur ajoutée par le processus AGIR sur l'ensemble du système de gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et plus particulièrement d'examiner les principaux changements politiques, institutionnels et financiers qui ont découlé de la mise en œuvre de la Feuille de route régionale.

Une revue de la littérature a été effectuée et une analyse conduite dans cinq pays (Burkina Faso, Cabo Verde, Gambie, Mali et Niger). Ces pays ont été choisis en raison de l'avancée de leurs PRP-AGIR et dans l'objectif de garantir la représentation des pays sahéliens comme non sahéliens. Afin d'élargir la portée de l'analyse, des informations sur la mise en œuvre de la Feuille de route AGIR provenant d'autres pays ont été également recueillies ; elles ont été analysées pour valider les résultats des pays sélectionnés.

La valeur ajoutée résultant de la mise en œuvre de la Feuille de route régionale AGIR est indéniable. Elle est cependant dans certains cas difficile à saisir, en particulier pendant les premiers stades. Par ailleurs, pour certains changements déjà identifiés, il est important de mentionner que la question de leur attribution pose problème. Il est reconnu qu'avec la mise en œuvre de la Feuille de route régionale AGIR, les pays commencent à enregistrer des résultats positifs.

3.1 INCLUSION, ALIGNEMENT ET COORDINATION POUR UNE MEILLEURE EFFICACITÉ DE L'ACTION COLLECTIVE SUR LA SAN ET LA RÉSILIENCE

À travers la mise en œuvre d'AGIR se sont créées des plateformes de coordination plus performantes permettant de promouvoir une meilleure compréhension de la résilience. Ces plateformes, qui réunissent les principales parties prenantes de leurs pays respectifs, ont élargi les discussions et popularisé le débat sur la faim, la malnutrition et la protection sociale, en insistant particulièrement sur les populations vulnérables. Grâce au processus AGIR, les changements ont été possibles à travers plusieurs facteurs de mobilisation. Plus que jamais, les acteurs prennent leur place dans la dimension multisectorielle de la SAN.

AGIR a encouragé la cohérence des politiques et des stratégies et créé des synergies à travers les initiatives sectorielles et les politiques traitant de la SAN et de la résilience. Ceci a conduit les États et leurs partenaires à réaffirmer leur volonté d'incorporer la résilience dans leur processus de planification. La forte attention portée à la résilience est au cœur des récentes initiatives politiques. Depuis la déclaration de Malabo, la résilience fait partie du processus de formulation de la deuxième génération des programmes nationaux et régional d'investissement agricole (PNIASAN et PRIASAN).

AGIR a permis de rationaliser la gestion et les dispositifs de consultation sur la résilience et de reconnaître un cadre de coordination et de gouvernance. Les modalités institutionnelles déterminant la sécurité alimentaire et la nutrition se sont également développées autour de ces cadres pour promouvoir l'agenda de la résilience, en particulier pour les populations les plus vulnérables. Ceci a apporté de la valeur ajoutée à la coordination et à la gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de la protection sociale et de la résilience. L'un des résultats les plus importants du processus de dialogue est l'approche holistique qui en découle et permet la réconciliation et l'harmonisation des concepts par tous les acteurs traitant des questions de sécurité alimentaire, de nutrition et de protection sociale.

- **En Gambie**, le développement d'un processus de dialogue inclusif pays et la formulation des PRP-AGIR ont bénéficié des plateformes existantes, des processus de formulation des politiques et des structures relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il y a eu une volonté d'harmoniser et d'aligner les piliers d'AGIR avec les éléments d'autres initiatives dirigées vers l'amélioration de la sécurité alimentaire, en particulier au niveau des groupes de travail thématique. Ces alignements se sont bien accordés avec les autres initiatives politiques, telles que la Politique nationale de nutrition de la Gambie, le Programme national d'investissement agricole de la Gambie (PNIAG) et le Programme pour l'accélération de la croissance et de l'emploi (PACE) phase 2.
- **Au Togo**, la mise en œuvre de la Feuille de route régionale AGIR et le développement des PRP-AGIR ont coïncidé avec une nouvelle vision à long terme de la transformation du secteur agricole. Ce nouveau processus de développement des politiques agricoles a placé la résilience, dans le contexte d'AGIR, au cœur d'une approche durable ciblant la vulnérabilité. Les priorités de résilience décrites dans le document définissant les PRP-AGIR ont constitué la base sur laquelle se sont appuyés le Programme national d'investissement agricole et les autres documents de politiques pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables dans les domaines de la protection sociale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le changement climatique.
- **Le Mali** a réussi à mieux structurer sa collaboration et son cadre d'intervention en impliquant 17 départements et institutions travaillant sur la résilience. **Le Niger** s'est également servi du processus de mise en œuvre d'AGIR pour renforcer ses mécanismes de coordination - le Haut-Commissariat à l'initiative 3N (les Nigériens nourrissent les Nigériens). Dans ces pays, les dispositifs de gouvernance existants concernant la sécurité alimentaire ont été renforcés et leur composition élargie pour inclure des hauts fonctionnaires tels que les chefs de service et les secrétaires permanents.

- **Au Cabo Verde**, le cadre du Conseil national de sécurité alimentaire a été élargi pour inclure une plateforme multi-secteurs et multi-acteurs, conséquence de la mise en œuvre de la Feuille de route régionale AGIR.
- **Au Burkina Faso**, des améliorations ont été apportées en termes organisationnels, notamment le renforcement du Secrétariat permanent pour la coordination des politiques agricoles et la création d'une équipe technique nationale responsable de la coordination de la formulation des PRP. Cela a renforcé le rôle du Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire en facilitant le dialogue autour de la résilience et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cela a également encouragé les ministères compétents à s'impliquer et à participer au développement de la résilience des populations vulnérables. Conséquences de ces développements : le Conseil national de sécurité alimentaire est plus actif et se réunit régulièrement avec un taux de fréquentation et de représentation élevé au plus haut niveau.
- **Au Niger et au Tchad**, les cadres et plateformes existants ont également connu des changements. Le Comité sur la sécurité alimentaire et la gestion des crises du Tchad s'est ouvert à d'autres secteurs afin de renforcer son aspect inclusif ainsi que les contributions de tous les secteurs et acteurs liés à la résilience. Le Niger a créé des groupes de travail et un service dédié à AGIR au sein du Haut-Commissariat à l'initiative 3N (les Nigériens nourrissent les Nigériens) afin d'améliorer le cadre d'intervention pour les acteurs travaillant dans le domaine de la résilience.

3.2 PRISE DE CONSCIENCE ET AUGMENTATION DES ENGAGEMENTS POLITIQUES ET FINANCIERS

Les progrès accomplis sont significatifs en ce qui concerne la compréhension de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la protection sociale et de la résilience par les gouvernements de la région. Dans les pays, la prise de conscience des acteurs impliqués dans la multiplicité des problématiques de sécurité alimentaire ainsi que de l'harmonisation des systèmes de gouvernance de sécurité alimentaire et de nutrition dans la région, sont manifestes. Cela a conduit à encourager les bonnes pratiques, à développer un consensus autour des outils et des documents PRP-AGIR pour la gouvernance financière et à améliorer la traçabilité des fonds en insistant particulièrement sur la résilience. Dans la plupart des pays, le ministère de l'agriculture a dirigé le processus et a joué un rôle charnière pour garantir que les réformes nécessaires au niveau national servent à encourager et renforcer la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Une augmentation des engagements politiques sur les questions de sécurité alimentaire, de nutrition et de résilience a été observée. L'approbation du processus par les gouvernements a été perçue comme un premier pas très important vers un engagement politique à long terme. Dans la plupart des pays, depuis le lancement du processus, la résilience est devenue un élément central des discours politiques.

S'il est trop tôt pour véritablement évaluer l'impact du processus AGIR sur l'augmentation des engagements financiers relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la résilience, l'étude montre que le processus a accéléré la mise en œuvre de projets en préparation dans certains cas. Depuis le début du processus, certains partenaires techniques et financiers, notamment la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement ont renforcé leurs engagements, en particulier dans les six pays sahéliens. L'adoption du document PRP-AGIR pour le Burkina Faso par le Conseil des ministres ainsi que les briefings mensuels sur les initiatives relatives à la résilience donnés au président de la République du Niger ont contribué à rendre plus visible les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'agenda politique de ces pays.

Le processus PRP-AGIR a résulté en une prise de conscience plus forte de la part des gouvernements nationaux sur la nécessité de mieux cibler les financements accordés aux problématiques de résilience. En conséquence, les allocations budgétaires des ressources nationales affectées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont augmenté au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Au Cabo Verde, la décision d'élargir le financement pour la protection sociale et les bénéficiaires de l'aide alimentaire représente l'un des changements notables. Le processus AGIR a également résulté en un financement et un ciblage plus efficaces en acheminant davantage de ressources vers les populations les plus vulnérables. Les financements des programmes au niveau national comme régional sont modifiés pour inclure ou renforcer, lorsque nécessaire, les éléments de protection sociale et de résilience.

Les perspectives et perceptions observées dans la plupart des pays indiquent que les budgets des États reflètent les cadres de politiques sur la sécurité alimentaire et la résilience de la région. Le Tableau 1 montre que, dans le cas du Niger, en 2015-16, les ressources mobilisées ont dépassé les ressources allouées, particulièrement dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la résilience. Allant plus loin, le nouveau plan d'action 2016-20 de l'Initiative 3N a également souligné les possibilités d'augmenter le budget alloué aux programmes de protection sociale et de nutrition, destiné en particulier aux populations les plus vulnérables. Les domaines d'intervention de l'Initiative 3N sont conformes aux deux premiers piliers de la Feuille de route régionale AGIR : 1) améliorer la protection sociale des communautés et ménages vulnérables pour une sécurisation de leurs moyens d'existence et 2) renforcer la nutrition des ménages vulnérables.

Tableau 1. **Allocation et mobilisation des ressources de l'Initiative 3N, au Niger, 2015-16**

OBJECTIFS STRATÉGIQUES	BUDGET (MILLIARDS DE F CFA)	MONTANT MOBILISÉ (MILLIARDS DE F CFA)	TAUX DE MOBILISATION (%)
OS1 : Augmentation de la production agropastorale et halieutique	734.44	307.93	41.39
OS2 : Approvisionnement des marchés ruraux et urbains en produits agricoles et alimentaires	50	141.16	282.32
OS3 : Amélioration de la résilience des groupes vulnérables aux changements climatiques et autres catastrophes naturelles	115	524.32	455.93
OS4 : Amélioration de l'état nutritionnel des Nigériens	50	164.78	329.56
OS5 : Animation, coordination de l'Initiative 3N	50.57	56.18	111.09
Total	1000.01	1194.37	119.44

Source : Bilan de la mise en œuvre de l'Initiative 3N, 2011-15

4. CONCLUSION

Il est important de garantir la durabilité d'AGIR et cela devrait être un objectif majeur pour les décideurs de la région. Les changements résultant de la mise en œuvre d'AGIR doivent être soutenus. Les pays doivent être encouragés à documenter les changements qui se produisent et partager les enseignements tirés de leurs expériences pour que d'autres en bénéficient en adoptant certaines de ces approches durables. Ces changements ont permis la justification des programmes et des stratégies ainsi que le développement d'un dialogue politique à travers des plateformes multisectorielles. Les dispositions institutionnelles nécessaires ainsi que des dispositifs d'accompagnement devraient être mis en place pour assurer la durabilité du processus. Cela entraînera les points suivants :

- **S'assurer que le leadership et l'appropriation des processus sont renforcés** pour continuer à développer le processus de mise en œuvre, à partager les bonnes pratiques et à promouvoir les dialogues sur les synergies et la coordination. Les gouvernements devraient notamment s'approprier davantage leurs PRP-AGIR en renforçant leur volonté politique et en augmentant leurs engagements financiers. Tout ceci devrait avoir lieu dans un contexte où les parties prenantes s'alignent sur le leadership des pays et sur leurs structures, comme dans le cas de l'Initiative 3N au Niger où l'excellence du leadership national et l'alignement des parties prenantes, en particulier des partenaires techniques et financiers, ont été démontrés.
- **Renforcer continuellement le travail de lobbying et de plaidoyer aux niveaux national, régional et international** afin de mobiliser toutes les parties prenantes et de leur rappeler l'importance de la résilience dans les agendas de développement nationaux et internationaux. Ceci est particulièrement important au moment où le monde fait face à différents enjeux, notamment la sécurité, la migration, etc., qui ont augmenté la vulnérabilité des populations et placé la résilience dans un rôle central face à ceux-ci.
- **Institutionnaliser les plateformes et structures de dialogue et de coordination** : des changements très importants ont pris place au sein du processus de formulation des politiques de la région, celui-ci étant lié à sa nature inclusive et participative ainsi qu'à l'intérêt renouvelé pour le développement de la résilience des populations vulnérables. Ceci apparaît clairement dans la consolidation des plateformes de dialogues inclusifs pays comme dans l'intégration de la résilience dans les politiques et programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de protection sociale. Les pays doivent institutionnaliser ces plateformes et structures pour garantir la synergie et la complémentarité des actions vers un développement durable. Le Cabo Verde et le Niger ont aligné leurs interventions de résilience avec le cadre de leurs plans de développement économiques et sociaux respectifs. Les autres pays devraient suivre leurs exemples en développant des synergies et des complémentarités entre les différentes initiatives.

